

CONTRE LA CENSURE D'INDYMEDIA.ORG POUR DES MÉDIAS ALTERNATIFS!

INDYMEDIA, C'EST QUOI?

Indymedia est un réseau mondial d'information alternative et indépendante, explorant l'actualité locale et internationale généralement malmenée par les intérêts de pouvoir et les enjeux marchands. Indymedia propose une alternative radicale aux médias institutionnels et commerciaux, par le biais de quelques 140 sites web, de radios internet et autres outils de communication électroniques, de façon complètement décentralisée. Il est né des manifestations contre l'Organisation Mondiale du Commerce à Seattle, en novembre 1999, et n'a cessé de croître depuis.

ALTERNATIF, COMMENT?

Par son fonctionnement: par la pratique de l'"open-publishing" (libre-publication), Indymedia court-circuite les mécanismes traditionnels de la production médiatique, qui divise les gens en journalistes actifs et consommateurs passifs. Sur les sites Indymedia, quiconque peut publier, compléter, commenter une information instantanément.

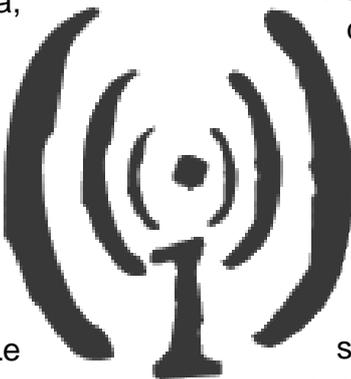
Par ses contenus: en tant que canal d'expression militant de la contestation de rue, Indymedia tente de contrer les outils de propagande officiels et le formatage médiatique. Le réseau se fait l'écho d'autres regards sur l'actualité et de luttes sociales généralement ignorées.

Par son organisation: en pratiquant la "transparence radicale", Indymedia rompt avec le fonctionnement opaque et les enjeux de pouvoir propres aux médias officiels. Toutes les

décisions sont prises de manière horizontale par le biais de listes de discussion publiques, et le réseau se fonde sur le bénévolat, hors de toute structure politique ou commerciale.

Par sa localisation: par sa présence dans de nombreuses villes du monde, Indymedia est à même de relayer une information de terrain, et de permettre aux acteurs et actrices des événements de directement s'exprimer, sans la médiation souvent réductrice du journalisme. Cette décentralisation se trouve notamment au service de pays particulièrement lésés en matière d'informations indépendantes.

Par son infrastructure: en utilisant & en développant des logiciels libres, Indymedia s'inscrit aussi dans le mouvement de résistance à l'informatique propriétaire. Information libre, informatique libre; publication ouverte, programmation ouverte!



Un concentré des infos des divers sites Indymedia dans le monde se trouve sur <http://indymedia.org/fr/>. Il existe des centres Indymedia dans diverses villes de France (Paris, Nantes, Lille, Marseille, Nice, Grenoble... voir <http://france.indymedia.org/>). À vous d'y participer, en vous y informant différemment, en publiant vos actualités!

PRINT, atelier d'informatique populaire implanté à l'Espace autogéré des Tanneries de Dijon (17, bd de Chicago), propose notamment un accès gratuit à Internet lors de ses permanences hebdomadaires (les mercredi de 16 à 20h), et constitue un point d'accès parmi d'autres à Indymedia!

QUI VEUT LA PEAU D'INDYMEDIA?

Le 7 octobre 2004, quelques 20 sites Indymedia se voyaient soudain débranchés de l'Internet, les disques durs des 22 serveurs les hébergeant étant mystérieusement kidnappés par des autorités, lesquelles n'ont toujours pas daigné se présenter et avouer le mobile de leur action. Immédiatement mobilisée, la communauté Indymedia internationale a pu, à force d'investigations, de recoupements et de coopération, apprendre que ses données avaient été saisies en Angleterre par le FBI, à la requête des polices suisse et italienne, dans le cadre de procédures lancées contre Indymedia (cherchez l'erreur).

Quelque soit la raison invoquée, cette manoeuvre majeure de répression contre des sites d'information indépendante et militante est proprement intolérable. Elle a eu pour conséquence la mise sous silence immédiate de 21 centres Indymedia, de la Belgique à l'Uruguay, en passant par la France, l'Espagne, la République Tchèque et les États-Unis. Également mis hors-service: radio.indymedia.org, censé retransmettre en direct diverses interventions lors du Forum Social Européen se tenant à Londres quelques jours plus tard.

Les polices internationales n'en sont cependant pas à leur coup d'essai dans la répression de l'information alternative. Alors que le FBI a fait pression à plusieurs reprises pour obtenir des logs d'Indymedia, les polices italienne et suisse s'étaient déjà distinguées lors des sommets du G8 de juillet 2001 à Gênes et de Juin 2003 à Évian, pour avoir notamment perquisitionné les centres Indymedia couvrant les manifestations. À Gênes, les flics et carabinieri avaient opéré un véritable carnage, détruisant le matériel informatique, envoyant à l'hôpital plus de 50 personnes et en arrêtant 93 au passage, tandis qu'à Genève, les manifestant-e-s s'étaient contentés d'enfoncer la porte et de matraquer les gens alentours. Dans les deux cas, les perquisitions étaient illégales, soit dit en passant...



La saisie des serveurs Indymedia n'est malheureusement pas un acte isolé. En Italie, le site <http://inventati.org/> est actuellement victime de la censure, pour sa dénonciation d'entreprises italiennes collaborant à la guerre contre l'Irak. Ce contexte semble donner des ailes à ceux qui souhaitent museler l'information contestataire, puisque dans la foulée du raid contre les serveurs Indymedia, c'est au tour de la police hollandaise de tenter d'extorquer des informations à <http://indymedia.nl/>. Plus proche de nous, la Loi sur l'Économie Numérique (LEN), récemment adoptée par le gouvernement, légalise la censure de l'Internet francophone, et condamne, à terme, la libre-expression sur le réseau.

Contre ces coups de force, pressions et menaces, il s'agit de se mobiliser, si nous souhaitons que l'Internet demeure un espace de liberté et de communication, au sein duquel peuvent se développer des alternatives aux médias institutionnels et commerciaux. Mais au delà de cette seule revendication, il en va de l'Internet comme espace d'échange transversal, fruit de la pluralité et de la coopération. Des actions de solidarité ont d'ores et déjà eu lieu à Amsterdam et aux États-Unis, avec dépôt de disques durs devant des représentations suisses et italiennes. Parce que le peuple des réseaux est partout, nous appelons tou-te-s celles et ceux que cela concerne à un rassemblement "contre la censure, pour des médias alternatifs", pour montrer à l'État italien notre dégoût de ses pratiques de répression, pour afficher une solidarité avec Indymedia et informer plus largement au sujet de cette actualité.

Dijon, novembre 2004, PRINT & PASSION.

Pétition de soutien à Indymedia: <http://solidarity.indymedia.co.uk/>